

## APPEL AU RASSEMBLEMENT

les lundis 11 et 18 septembre 2017 à 19h

pour demander le respect des droits de l'Homme et de la Convention de Genève en faveur des migrant-e-s.

RV sur la dalle devant la Métropole 20 rue du Lac Lyon 3ème métro tram Part Dieu



Suite à la lettre ouverte adressée le 29 août 2017 à Messieurs M. COLLOMB Ministre de l'Intérieur, M. INGLEBERT Préfet Délégué pour l'Egalité des Chances, M. KIMELFELD Président de la Métropole, M. KEPENÉKIAN Maire de la ville de Lyon, M. PHILIP Maire du 3ème arrondissement de Lyon, nous n'avons reçu aucune réponse.

NOUS SOMMES LE COLLECTIF AGIR MIGRANTS LYON CONSTITUÉ DE 120 CITOYEN-NES QUI VIENNENT EN SOUTIEN AU 150 PERSONNES EN DEMANDE D'ASILE QUI SONT LOCALISÉES SUR L'ESPLANADE NELSON MANDELA À LYON 3ÈME.

Ces demandeur-se-s d'asile ont été expulsé-e-s une cinquième fois en 7 mois sans solution d'hébergement acceptable.

Ces migrant-e-s subissent des harcèlements et des violences policières que nous avons documentés :

- les personnes ont été contraintes de dormir assises ou debout
- des papiers et des affaires personnelles ont été jetés à la déchetterie
- des familles avec des enfants en bas âge et des femmes enceintes sont concernées`

Ces migrant-e-s ont des droits !!! Il est de la responsabilité de l'Etat, de la Métropole et de la Ville de Lyon de veiller à ce que ces droits soient respectés.

Ces personnes ont faim, ont soif, ne dorment pas, ne peuvent se laver pas correctement, n'ont pas de toilettes suffisantes, ne peuvent pas se soigner, les enfants ne sont pas scolarisés. En tant que citoyen-nes nous avons honte de voir le pays des droits de l'Homme traiter des familles avec si peu d'humanité.

Nous exigeons :

- la fin du harcèlement et des violences policières
- des hébergements pour la durée des demandes d'asile
- des réquisitions d'immeubles
- des mises à disposition de bâtiments publics
- l'ouverture de terrains
- le versement de l'ADA dans des délais acceptables (4 mois de retard enregistrés)
- l'ouverture quotidienne des restaurants sociaux aux personnes en attente RV Préfecture
- des points d'eau et d'assainissement en nombre
- des actions de scolarisation pour les enfants

Nous demandons également à ce que l'Albanie ne soit plus considérée comme un pays sûr. Les migrant-e-s présent-e-s sur ce camp craignent pour leur sécurité en retournant dans leur pays. Nous ne sommes pas dans des cas de migrations économiques.

Au nom de la Convention de Genève, nous demandons une politique d'accueil digne de ce nom. Au vue de l'urgence de la situation, nous avons saisi le Commissaire européen des droits de l'Homme, ainsi que le Défenseur des Droits.

<http://agirmigrantslyon.over-blog.com/>